

Working Group VII

Working document 15

## **Groupe de travail VII « Action Extérieure »**

Les membres du Groupe de travail VII « Action extérieure » trouveront ci-joint un document du Secrétariat concernant les bases juridiques, compétences, instruments et procédures de décision dans l'action extérieure de l'Union européenne.

## L'ACTION EXTERIEURE DE L'UNION EUROPEENNE

Politique/champ d'action	Base juridique	Compétence	Instruments	Procédure de décision
Politique commerciale commune	Art 131-134 TCE	exclusive (partagée pour certains aspects)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- accords de coopération commerciale bilatéraux ou multilatéraux</li> <li>- règlements anti dumping</li> <li>- système de préférences généralisé (budget : € 65 m)</li> </ul>	<p>Droit d'initiative : Commission</p> <p>Adoption de directives de négociations : Conseil (VMQ en règle générale ou unanimité pour certains domaines)</p> <p>Conduite de négociations : Commission en consultation avec Conseil (comité 133)</p> <p>Conclusion : Conseil (VMQ ou unanimité)</p> <p>Gestion quotidienne : Commission</p> <p>-----</p> <p><i>Le traité de Nice a élargi les possibilités de prise de décision par VMQ</i></p>
Coopération au développement	Art 177-181 TCE Art 300 TCE Art 310 TCE (pour conclusion d'accords d'association et accord de Cotonou)	complémentaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- programmes d'assistance technique et financière avec les pays ACP et territoires d'outre-mer</li> <li>- stratégies et programmes sectoriels (budget : € 1100 m)</li> <li>- Fonds européen de développement (FED) (budget : € 13800 m pour la</li> </ul>	<p><i>(hors actions FED et BEI)</i></p> <p>Droit d'initiative : Commission.</p> <p>Adoption de l'enveloppe financière globale des programmes et orientations générales : Conseil (VMQ) et PE en codécision.</p> <p>Gestion des programmes : Commission (comitologie)</p> <p><i>(Conclusion d'accords)</i></p> <p>Conseil arrête le mandat de négociations et conclut à l'unanimité. La</p>

Politique/champ d'action	Base juridique	Compétence	Instruments	Procédure de décision
			période 2000-2005, hors budget général CE)  - Prêts BEI pour ACP (budget: € 1700 m pour période 2000-2005)	Commission négocie. PE : consultation ou avis conforme, selon le cas.
Aide humanitaire	Art 177 - 181 TCE Art 308  ----- <i>Le Traité de Nice introduit l'Art 181 bis qui pourra constituer la base pour des actes adoptés actuellement sur la base de l'Art 308</i>	complémentaire	- aide d'urgence - aide alimentaire - aide aux réfugiés et aux personnes déplacées  (budget : € 670 m)	Droit d'initiative : Commission Adoption de l'enveloppe financière globale des programmes et orientations générales : Conseil (VMQ) et PE en codécision ou consultation simple (pour Art 181 bis)  Procédure de décision pour actions individuelles : procédure de délégation (Directeur ECHO, max. € 3), procédure d'habilitation (Commissaire, max € 30 m), procédure écrite. Gestion : Commission (comitologie)
Coopération économique, financière et technique avec les pays tiers ("Relations extérieures")	Art 308 Art 300 TCE Art 310 TCE (pour conclusion d'accords d'association)	complémentaire	- programmes d'assistance technique et financière dans le cadre des relations avec différents pays et régions (MEDA, ALA etc.) et thématique (droits de l'homme et démocratisation, relations multilatérales)	Droit d'initiative : Commission Adoption de l'enveloppe financière globale de chaque programme et orientations générales : Conseil (unanimité pour Art 308)  Gestion des programmes : Commission (comitologie)

Politique/champ d'action	Base juridique	Compétence	Instruments	Procédure de décision
	<p>-----</p> <p><i>Le Traité de Nice introduit l'Art 181 bis qui pourra constituer la base pour des actes adoptés actuellement sur la base de l'Art 308</i></p>		<p>- accords d'association</p> <p>(budget : € 3250 m)</p>	<p>PE : consultation simple</p> <p>Pour accords sur base de Art 310: Adoption de directives de négociations : Conseil (unanimité) Conduite des négociations : Commission Conclusion : Conseil (unanimité) PE : consultation simple ou avis conforme, selon le cas.</p> <p>-----</p> <p><i>Le Traité de Nice prévoit VMQ pour Art 181 bis</i></p>
<p>- En outre, le Traité prévoit des compétences externes dans certaines politiques à caractère essentiellement interne (politique monétaire, environnement, recherche).</p> <p>- Outre les compétences explicites, la Cour de Justice a reconnu à la Communauté une compétence extérieure dans les cas où des accords internationaux sont nécessaires pour la mise en œuvre de politiques internes.</p>				

Politique/champ d'action	Base juridique	Compétence	Instruments	Procédure de décision
Politique étrangère et de la sécurité commune	Titre V TUE	compétences des Etats membres avec l'obligation de conformer leurs politiques et actions aux positions et décisions agréées dans le cadre de la PESC	<p>actes juridiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- stratégies communes, actions communes, positions communes et décisions</li> <li>- accords internationaux</li> </ul> <p>instruments non-juridiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- coopération systématique</li> <li>- représentants spéciaux (sur la base d'une décision du Conseil), dialogue politique, déclarations, démarche</li> </ul> <p>(budget PESC : € 30 m)</p>	<p>Définition des orientations : Conseil européen</p> <p>Droit d'initiative : Présidence, EM et Commission</p> <p>Prise de décisions (juridique et non-juridique) : Conseil européen (unanimité, incl. pour adoption stratégie commune), Conseil (unanimité, sauf dans le cadre d'une stratégie commune ou pour les décisions mettant en œuvre des actions ou positions communes; l'abstention ne fait pas obstacle à l'unanimité)</p> <p>Mise en œuvre : Présidence, EM, HR, Commission</p> <p>Mandat de représentation: Présidence, assistée par le HR.</p> <p>-----</p> <p><i>Le Traité de Nice prévoit le VMQ pour les décisions concernant les représentants spéciaux et les accords internationaux en application d'une action ou position commune. En outre, le Conseil peut déléguer le pouvoir de décision au COPS dans le cadre de la mise en œuvre d'une opération de gestion de crise.</i></p>